

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**Opération :** Construction de 14 logements

**Client :** SA COOPERATIVE HLM LE NID  
**Adresse des travaux :** Rue de l'agriculture  
57100 THIONVILLE

**Aff. N° :** C-MECS-2022-30-160296  
**Opération de catégorie :** Niveau 2

**CSPS :** Nicolas VIGNERON  
**Mail :** [nicolas.vigneront@btp-consultants.fr](mailto:nicolas.vigneront@btp-consultants.fr)  
**Mobile :** +33772203242

**Agence :** Agence Metz  
Immeuble First Piazza  
92b, bd de la Solidarité  
57070 METZ  
**Fixe :** +33372395463

**Initié le :** 09/07/2024  
**Date de mise à jour :** 09/07/2024



Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	09/07/2024		Nicolas VIGNERON	Conception

## Sommaire

<b>Renseignements administratif</b>	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
<b>Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS</b>	5
1. Particularités de l'opération	5
2. PIC	7
3. Réseaux	8
4. Installations de chantier	10
5. Circulations piétons et véhicules	13
6. Stockage	13
7. Évacuation des déchets et matériaux	14
8. Manutention, appro et levage	15
9. Échafaudages	17
10. Protections Collectives	19
11. Secours	24
12. Autres sujets	25
<b>Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent</b>	27
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	27
2. Modalités d'interventions	27
3. VIC - P.P.S.P.S.	28
4. Accueil sur site et formation	28
5. Modalités de coopération	28
6. Enchaînement des tâches	29
7. Travaux superposés	29
8. Visite et courrier des Organismes	29
9. Autres mesures générales	30

## Renseignements d'ordre administratif

### 1. Description sommaire de l'opération

Construction d'un ensemble immobilier de 14 logements

Bâtiment A :

- stationnement en RdC
- 4 logements en duplexe en R+1

Bâtiment B :

- stationnement en RdC
- 10 logements en R+4

### 2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 12 mois
- Démarrage prévisionnel : 4eme Trimestre 2024
- Effectif prévisionnel : 12

### 3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

### 4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	GROS OEUVRE	-	-
02	CHARPENTE - COUVERTURE	-	-
03	ETANCHEITE	-	-
04	FACADES	-	-
05	MENUISERIES EXTERIEURES	-	-
06	SERRURERIE	-	-
07	PLATRERIE - FAUX-PLAFOND	-	-
08	MENUISERIES INTERIEURES	-	-
09	PEINTURE	-	-
10	CARRELAGE - FAÏENCE - CHAPE	-	-
11	REVETEMENTS SOLS SOUPLES	-	-
12	PLOMBERIE	-	-
13	CHAUFFAGE - VENTILATION	-	-
14	ELECTRICITE	-	-
15	VRD	-	-
16	ASCENSEUR	-	-

### 5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	SA COOPERATIVE HLM LE NID	26 boulevard du 21ème Régiment d'Aviation 54000 - NANCY	Lorry MAIRE	+33621486149 technique@le-nid.fr
Maitre d'Œuvre	BURO 3	6 rue du Pont Moreau 57000 - Metz	Renaud OLIGER	+33628425043 r.oliger@buro3.eu
Maitre d'Œuvre	ARTECH ARCHITECTES	4 Rue Henry Maret 57000 - METZ	Diane L'HUILLIER	+33387635940 dlhuillier@artech-architectes.fr
Coordonnateur SPS	BTP CONSULTANTS GRAND EST	92B boulevard de la Solidarité 57070 - METZ	Nicolas VIGNERON	+33772203242 nicolas.vigneron@btp-consultants.fr

Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Conseiller en prévention	OPPBTP GRAND EST	71 rue des Cinq Piquets 54000 - NANCY	NON CONNU A CE JOUR	+33383202003 grandest@oppbtp.fr
Inspecteur du travail	DDETS MOSELLE	1 rue du Chanoine Collin 57000 - METZ	NON CONNU A CE JOUR	+33387565400 ddets-directeur@moselle.gouv.fr
Contrôleur de Sécurité	CARSAT ALSACE- MOSELLE	19 rue du Cambout 57000 - METZ	NON CONNU A CE JOUR	+33387668622 prevention.contact.entreprises57@carsat- am.fr

## Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

### 1. Particularités de l'opération

#### Contraintes spécifiques

Contraintes techniques :

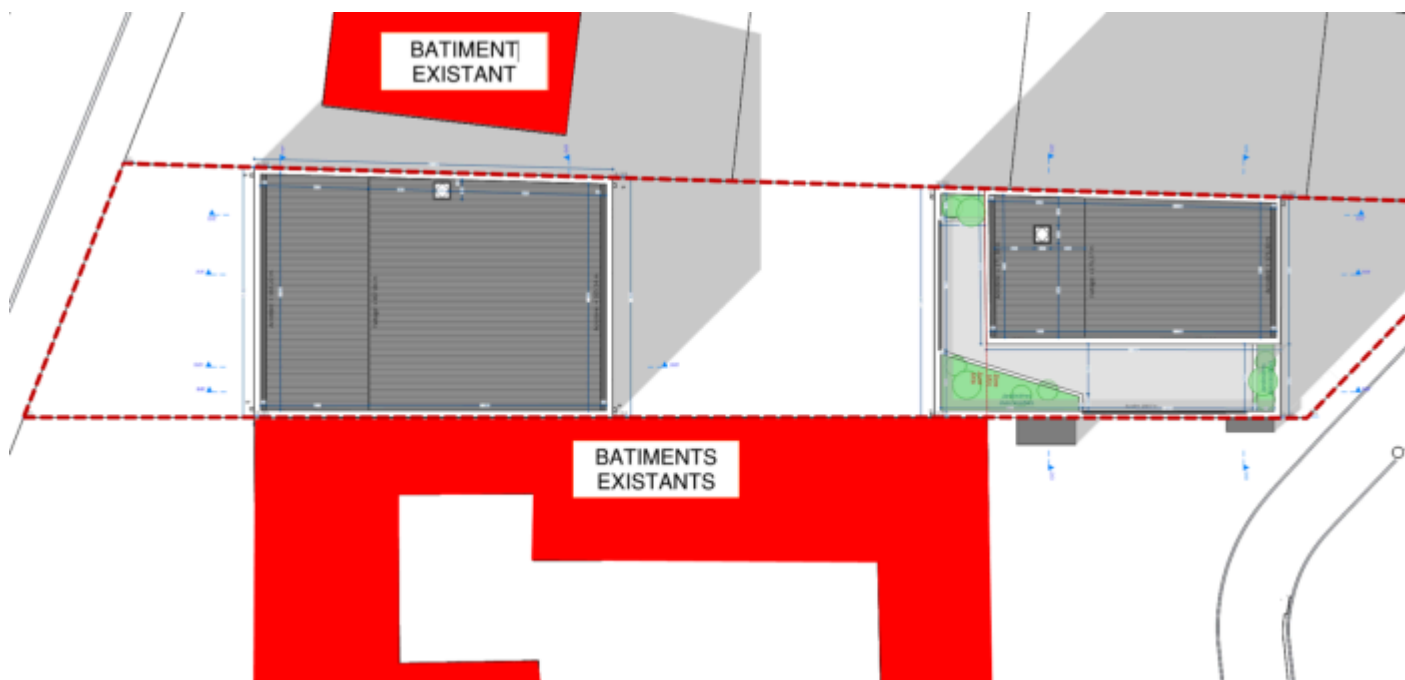
- les deux constructions sont réalisées en mitoyenneté sur les deux pignons
- le bâtiment A est mitoyen sur la longueur totale avec une construction en R+2
- le bâtiment B est mitoyen sur une longueur de 3m avec une construction en RdC
- travaux réalisés entre deux rues, avec un accès possible depuis chaque rue
- les constructions sur le terrain voisin ont des toitures en fibre ciment avec possibilité de présence d'amiante

Servitudes :

- maintien des accès aux riverains et voisins

Interdictions :

- d'installer des équipements, du matériels, des matériaux ou des gravats sur les terrains mitoyens
- d'installer un échafaudage sur les terrains mitoyens sans autorisation des propriétaires
- de fumer dans les locaux (cantonnements, intérieur des bâtiment en phase second œuvre)
- de déplacer les clôtures de chantier sans l'autorisation du Maître d'Ouvrage et du Coordonnateur SPS
- de stationner des véhicules sur la zone chantier ou sur l'emprise du site



## Autorisations administratives

Occupation du domaine public : demande à faire :

- lot 01 GROS-OEUVRE
- lot 15 VRD

Occupation du domaine privé : demande à faire :

- lot 04 FACADES

Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise : demande à faire :

- lot 01 GROS-OEUVRE
- lot 15 VRD

Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise : demande à faire :

- lot 01 GROS-OEUVRE
- lot 15 VRD

Raccordement aux réseaux publics : demande à faire :

- lot 01 GROS-OEUVRE
- lot 15 VRD

## 2. PIC

## Plans de phasage

Entreprise titulaire du lot :

- lot 01 GROS-OEUVRE

Principe constructif pour la construction des deux bâtiments

## Plans d'installation de chantier

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot concerné

Entreprise titulaire du lot :

- lot 01 GROS-OEUVRE

En phase de préparation

**Généralités :**

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan. Ce plan sera mis à jour à chaque phase et partie de travaux.

### 3. Réseaux

#### DICT

Particularités :

Entreprises titulaires des lots :

- lot 01 GROS-OEUVRE

- lot 15 VRD

A faire avant démarrage des travaux

**Généralités :**

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;

b) avant l'exécution des travaux :

- soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,

- soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS

- soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.

c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation

d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;

e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;

f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;

g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;

h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;

i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;

j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :

- de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;

- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :



- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour;
- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

### Électricité de chantier de base

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS-OEUVRE

Emplacement de l'armoire principale : à préciser sur le PIC

#### Généralités :

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison défini par le concessionnaire.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement de l'armoire principale (comptage et coupure)
- Le branchement séparé des cantonnements ;
- Pose d'un fourreau TPC entre le coffret en pied de bâtiment et l'intérieur du bâtiment (pour chaque bâtiment)

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) / par une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011 (pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

### Électricité complémentaire

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 14 ELECTRICITE

Type de coffrets et répartition :

- un coffret prises (4x230V 16A) à chaque niveau et pour chaque bâtiment

Eclairage :

- un point lumineux pour les parties communes (cage d'escaliers, couloirs)

#### Généralités :

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, P+N+T, IP 65, et comporteront 4PC 16 A.
- L'installation d'éclairage par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

### Eau potable de chantier de base

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS-OEUVRE

Répartition des points de puisage :

- un point par bâtiment en RdC

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux de construction

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

## 4. Installations de chantier

### Clôtures de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS-OEUVRE

En limite de l'emprise : emplacements à préciser sur le PIC

Entreprise titulaire :

- lot 04 FACADES

En fermeture des échafaudages de façades implantés en dehors de l'emprise chantier (propriétés voisines)

**Généralités :**

Lot 01 GROS OEUVRE

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;

- de portails et portillon d'accès ;

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force. Elles seront maintenues en place jusqu'à la fin des travaux

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents forts.

Lot 04 FACADES

La prestation comprendra la mise en œuvre :

- d'une clôture fixée sur l'échafaudage en pied de façade, rendant celui-ci inaccessible

Les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments grillagés, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage. Elles seront maintenues en place jusqu'à la fin des travaux de façades.

## Accès piétons

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS-OEUVRE

Accès à l'emprise par portillon et cadenas : clef fournie sur demande

**Généralités :**

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## Cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS-OEUVRE

Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : 12

Installés dans les bungalows, situés : à préciser sur le PIC

**Généralités :**

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaire, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés :

- dans des unités préfabriquées, type bungalows ;

**Sanitaires**

Ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16 personnes, d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

**Réfectoires**

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés (uniquement sur les périodes d'été).

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

**Vestiaires**

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas..

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

### Protections contre l'incendie

Particularités :

Chaque entreprise réalisant des travaux par point chaud.

Emplacement des extincteurs : poste de travail

#### Généralités :

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Le personnel sera formé à leur maniement.

Les extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs.

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

### Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS-OEUVRE

Périodicité : journalière

#### Généralités :

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'Œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

### Nettoyage du chantier

Particularités :

Toutes les entreprises

Périodicité : journalière

#### Généralités :

Les gravais, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En phase Gros-Œuvre, pour chacune des grues du chantier, des bennes autovid seront mises à disposition des compagnons sur les planchers en cours de coffrage.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## 5. Circulations piétons et véhicules

### Ouverture/fermeture du chantier

Phase Gros-Œuvre

Qui ouvre, qui ferme : lot 01 GROS OEUVRE

Phase Second-œuvre

Qui ouvre, qui ferme : gestion par le compte prorata

Travaux le samedi : autorisés

Travaux le Dimanche : interdits

### Circulations verticales piétons

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS OEUVRE

Mise en place d'escalier provisoire de chantier pour chaque logement en duplexe

#### Généralités :

Les escaliers provisoires devront permettre aux salariés d'accéder aux étages avec leur caisse à outils.

Il seront installés à l'avancement des travaux de gros-oeuvre.

Les escaliers seront équipés de garde-corps.

## 6. Stockage

### Aires de stockage - magasins

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS OEUVRE

Emplacement : à préciser sur le PIC

#### Généralités :

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par l'ENTREPRISE GENERALE.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

## 7. Évacuation des déchets et matériaux

### Bennes de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS OEUVRE

Emplacement : à préciser sur le PIC

#### **Généralités :**

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

## 8. Manutention, appro et levage

### Grues à tour

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 01 GROS OEUVRE

Date prévue pour le montage : à préciser ;

Date prévue pour le démontage : à préciser

#### Généralités :

Chaque entreprise devra communiquer au Maître d'œuvre ses projets d'installation d'appareils de levage (grues mobiles, treuils, monte-matériaux, etc.), 1 mois avant leur mise en œuvre effective.

Les modalités de mise en œuvre seront détaillées et présentées au Coordonnateur SPS avant toute intervention sur site.

Une grue à tour / des grues à tour aux performances compatibles avec l'exécution de ses travaux, dans les délais fixés au Marché, sera installée / seront installées dans l'emprise chantier.

Les documents ci-dessous devront être disponibles en pied de grue :

- L'autorisation administrative de l'installation;
- Le PV de l'examen d'adéquation ;
- Le PV de vérification des massifs de fondation de la grue ;
- Le PV de vérification du montage de la grue ;
- Les PV après essais statiques et dynamiques ;
- Le PV de vérification des appareils de levage présents sur site ;
- Le carnet d'entretien à jour.

Chaque grue, ainsi que son grutier sera tenue à disposition de toutes les entreprises qui en feraient la demande, pendant toute la durée du Gros-œuvre, augmentée de 2 semaines.

Ces grues seront utilisées pour le levage des charpentes bois, préalablement assemblées au sol.

Toute entreprise n'ayant pas approvisionné ses matériels et matériaux après cette date devra assurer la mise en œuvre, à ses frais, de tout moyen de levage nécessaires pour empêcher tout recours à la manutention manuelle.

Tous les accessoires de levage (chaînes, sangles, élingues, fourches etc.) nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice, qui fera assurer la direction de la manœuvre par une personne habilitée.

La grue sera mise en girouette en cas de risque de coup de vent (abonnement météo, anémomètre et moyens d'alerte associés obligatoires).

Un système de communication permettant une liaison phonique permanente entre le grutier et le chef de manœuvre, sera systématiquement mis en place. Des moyens complémentaires de visualisation par caméra embarquée sur chariot seront mis en place dès que nécessaire.

Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites type SMIE sera installé pour permettre la gestion des interférences entre les grues du chantier pour permettre la gestion des interférences avec les grues installées sur les parcelles mitoyennes

## Grues mobiles

### Particularités :

Entreprise utilisatrice

Date prévue pour le début de l'intervention : à préciser par l'entreprise

Date prévue pour la fin de l'intervention : à préciser par l'entreprise

Zone de déplacement : à préciser par l'entreprise

### Généralités :

Les zones de déplacements seront présentées au Coordonnateur SPS, les zones de mise en station feront l'objet d'une reconnaissance préalable de la stabilité et de la portance des sols.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une grue à tour en fonctionnement n'est pas autorisée sans la mise en place préalable, par l'entreprise introduisant la grue mobile, d'un système anticollision type CAD.42 ou similaire.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une autre grue mobile déjà présente sur site n'est pas autorisée avant communication au Coordonnateur SPS de la zone de déplacement prévue.



## 9. Échafaudages

### Échafaudages de pied

Particularités :

Entreprise titulaire :

- lot 04 FACADES

Mise en commun pour les lots : CHARPENTE - COUVERTURE / FACADES

Phasage, durée : mise en place en fin de Gros-œuvre, dépose après réalisation de l'ensemble des prestations

Levage associé : non

Tour d'accès : non

Protection collective pour la pose des couvertures et des enduits

#### Généralités :

Les échafaudages, seront mis en commun pour les lots Façades, Charpente - Couverture.

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du Coordonnateur SPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Les échafaudages devront être installés selon les règles suivantes :

#### Bâtiment A

- Protection des sols pour pose échafaudage sur propriétés voisines
- Protection des toitures voisines pour pose échafaudage dessus (toiture en matériaux fragile + possibilité de présence d'amiante)
- Protections collectives dépassant de plus de 1,50m la couverture en tout point
- Pose de garde-corps sur la face intérieure de l'échafaudage, car la distance entre l'ouvrage brut et les planchers est supérieure à 20cm
- Continuité des planchers des échafaudages sur la périphérie du bâtiment
- Les planchers du dernier niveau devront être positionnés à une distance de 0,50m maximum en dessous des acrotères
- Tunnel de protection d'une longueur de 1,50m au droit l'entrée du bâtiment

#### Bâtiment B

- Protection des sols pour pose échafaudage sur propriétés voisines
- Protection des toitures voisines pour pose échafaudage dessus (toiture en matériaux fragile + possibilité de présence d'amiante)
- Protections collectives dépassant de plus de 1,50m la couverture de l'édicule en tout point
- Protections collectives dépassant de plus de 1,50m l'acrotère de la toiture terrasse en R+4
- Pose de garde-corps sur la face intérieure de l'échafaudage, car la distance entre l'ouvrage brut et les planchers est supérieure à 20cm

- Continuité des planchers des échafaudages sur la périphérie du bâtiment
- Les planchers du dernier niveau devront être positionnés à une distance de 0,50m maximum en dessous des acrotères
- Tunnel de protection d'une longueur de 1,50m au droit l'entrée du bâtiment

## 10. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

## Particularités :

## FOUILLES RESEAUX

Lot 15 VRD :

Protections collectives en périphérie de la fouille.

## FOUILLES FONDATIONS

Lot 01 GROS OEUVRE :

Protections collectives en périphérie de la fouille.

## RIVES DE PLANCHERS

Lot 01 GROS OEUVRE :

Protections collectives en périphérie (lisse, sous-lisse et plinthe).

## BAIES AVEC ALLEGE INFÉRIEURE A 1M

Lot 01 GROS-OEUVRE :

Protections collectives (lisse et sous-lisse) positionnées de façon à permettre la pose des menuiseries extérieures sans la dépose de celles-ci.

## BALCONS / LOGGIAS

Lot 01 GROS OEUVRE :

Protections collectives (lisse, sous-lisse et plinthe) positionnées de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans la dépose de celles-ci.

## TREMIE INFÉRIEURE 40X40

Lot 01 GROS OEUVRE :

Fermeture complète arasée au niveau de la dalle, permettant la circulation de personne

## INCORPORATION DANS DALLE - TREMIE INFÉRIEURE 40X40

Lot 13 CVC :

Fermeture complète arasée au niveau de la dalle, permettant la circulation de personne

## TREMIE SUPERIEURE A 40X40

Lot 01 GROS OEUVRE :

Protections collectives (lisse, sous lisse et plinthe).

## ESCALIERS ET PALIERS (partie commune)

Lot 01 GROS-OEUVRE :

Protections collectives (lisse, sous lisse et plinthe) positionnées de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans la dépose de celles-ci.

## ESCALIER ET PALIER (logements en duplexe)

Lot 01 GROS-OEUVRE :

Protections collectives (lisse, sous lisse et plinthe) positionnées de façon à permettre la pose de l'escalier et du garde-corps définitifs sans la dépose de celles-ci.

## BAIES D'ASCENSEUR

Lot 01 GROS-OEUVRE :

Protections collectives (lisse, sous-lisse et plinthe) pour la phase construction de la gaine. Fermeture complète des baies de la gaine d'ascenseur en fin de Gros-Œuvre.

## TOITURES TERRASSES

Phase Gros Œuvre

Lot 01 GROS OEUVRE :

Mur de façade en maçonnerie :

Protections collectives (lisse, sous-lisse) positionnées sur la façades extérieure de type protection grimpanche

Protections collectives (lisse, sous-lisse) positionnées sur les acrotères

## TOITURES TERRASSES

Phase étanchéité

Lot 03 ETANCHEITE :

Protections collectives suivant norme NF P93-355 (potelets + filets + lisses hautes fixés sur acrotère)

## COUVERTURE

Lot 01 GROS OEUVRE :

Protections collectives sur les pignons dépassant de plus de 1,50 m la couverture en tout point (type protection grimpanche)

Protections collectives (lisse, sous-lisse) positionnées sur les têtes de murs en béton des caissons de gouttières

## COUVERTURE

Lot 04 FACADES :

Protections collectives par la mise en place d'échafaudage de façade, planchers à 50 cm en dessous de la couverture, garde-corps face intérieure de l'échafaudage dépassant de plus de 1,50 m la couverture en tout point

TRAITEMENT DE FACADE

Lot 04 FACADES :

Protections collectives par la mise en place d'échafaudage de façade

PROTECTIONS DES ACCES AUX BATIMENTS

Lot 04 FACADES :

Mise en place de tunnel de protection sous les échafaudages à chaque entrée de chaque bâtiment.

**Généralités :**

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

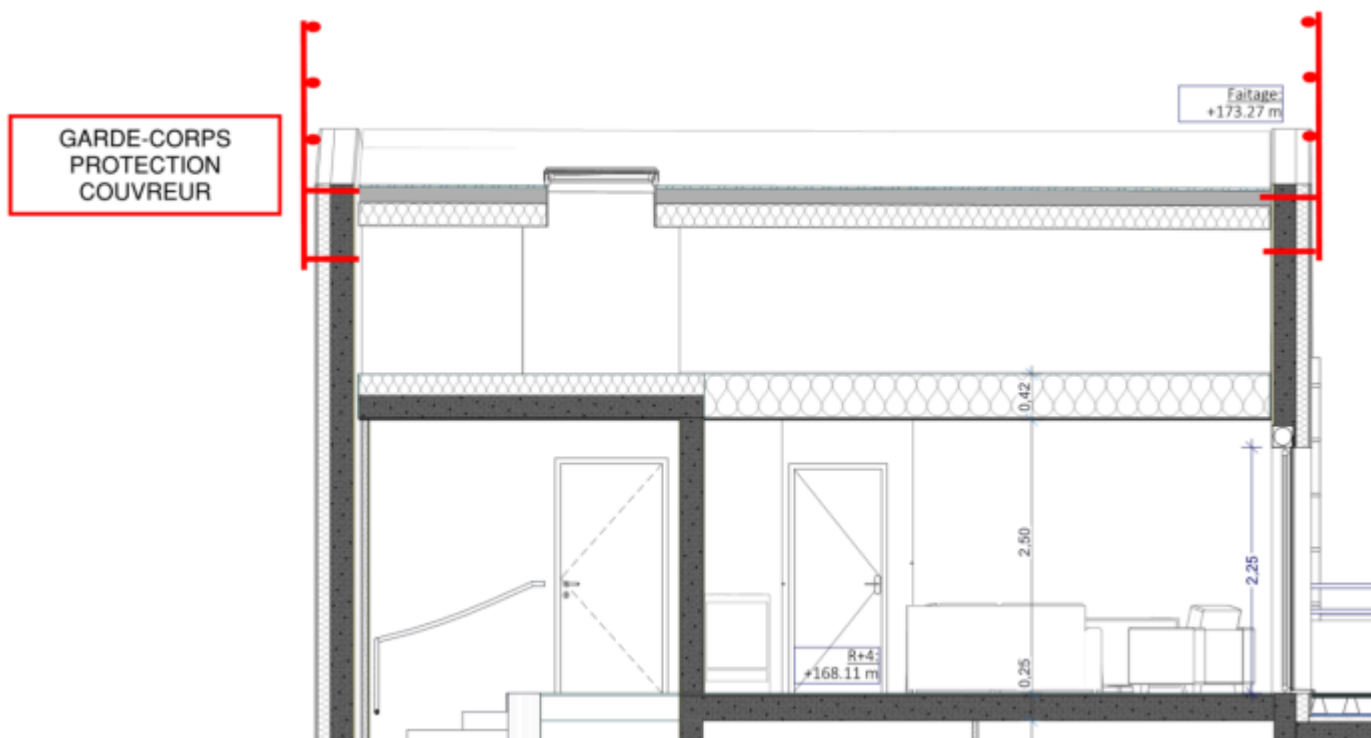
Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

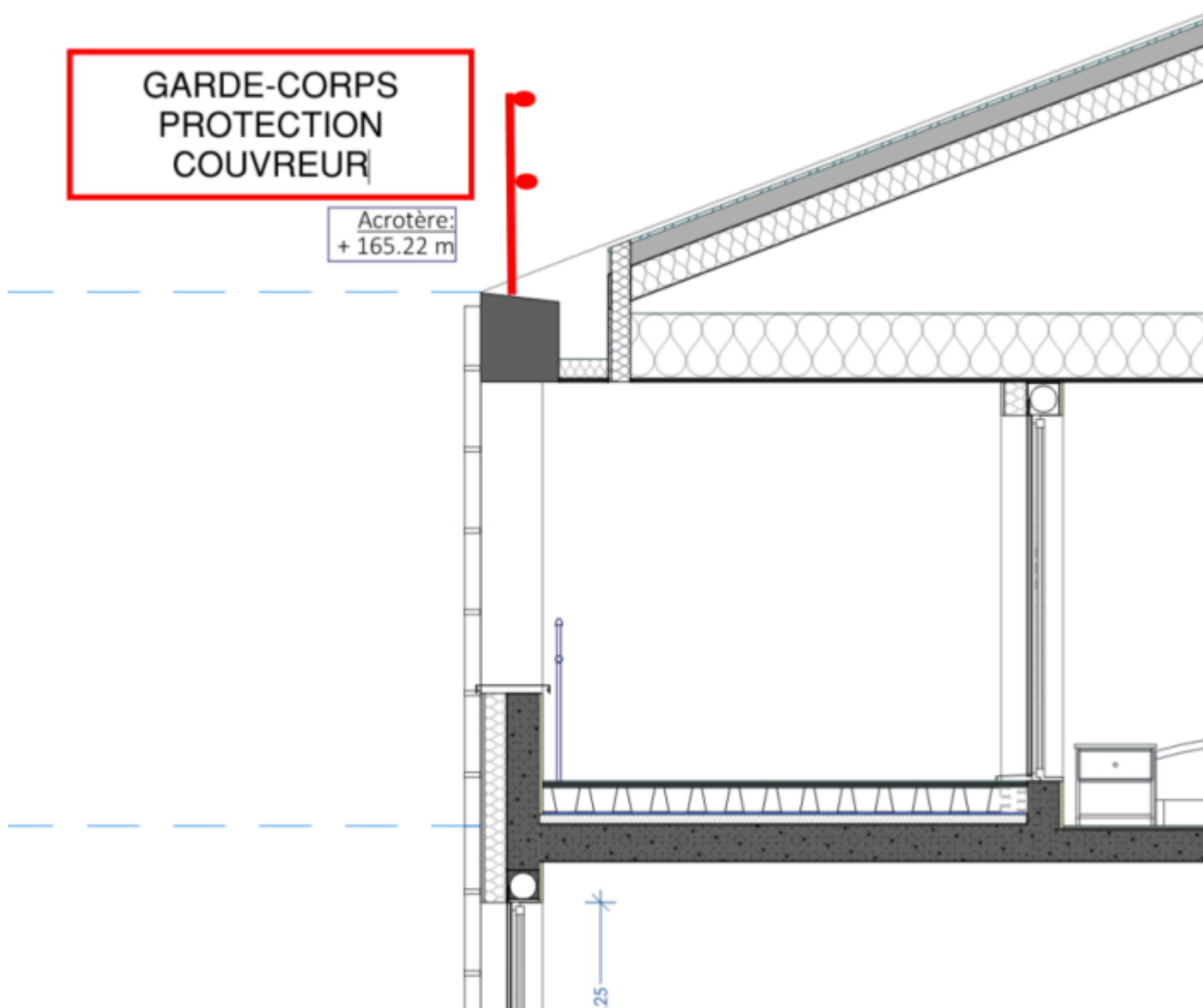
Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.





## 11. Secours

### Trousse de secours

Particularités :

Toutes les entreprises

Emplacement : véhicule entreprise

**Généralités :**

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

### SST

Particularités :

Toutes les entreprises

**Généralités :**

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.



## 12. Autres sujets

### Autres

#### Travaux en hauteur :

Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail situés en élévation doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque de chute de hauteur et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

L'entreprise assurera une protection contre les chutes de hauteur. Articles : R4323-58 à 90, R4534-85 à 94 du code du travail.

Pour les travaux en hauteur, l'entreprise devra utiliser des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet.

L'attention de l'entreprise est attirée sur l'application du décret 2004-924 du 1er septembre 2004 qui impose notamment, le montage et le démontage de l'échafaudage par du personnel formé et encadré par une personne compétente également formée.

Tous les échafaudages devront être impérativement conformes au Code du travail suivant les articles R4323-69 à R4323-80, à l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et aux recommandations R408 et R457 de la CNAMTS.

Les échafaudages de pieds devront correspondre à la norme NF EN 12810.

Les échafaudages roulants devront correspondre à la norme NF EN 1004

Pour chaque montage d'échafaudage, le PV de réception, le rapport de vérification avant mise en service, le panneau de surcharge, le rapport de vérification journalière, la notice technique de montage, seront affichés sur l'échafaudage, une copie des documents sera transmise au coordonnateur SPS.

Les échafaudages fixes et roulants devront obligatoirement disposer d'accès sécurisés constitués d'escaliers ou d'échelles de service et de trappes rabattables suivant le type de montage.

Les planchers de travail seront continus.

Les garde-corps seront installés sur chaque face de l'échafaudage si celui-ci ne respecte pas l'article R4323-78.

#### Organisation des manutentions et moyens de levage :

L'organisation des manutentions et des moyens de levage (qui sera abordée pendant le mois de préparation de chantier) est à la charge de chaque entreprise, mais doit être cohérente avec l'organisation et le plan d'installation du chantier. Si une entreprise utilise un engin de levage, celle-ci doit en informer l'utilisation aux autres entreprises intervenantes sur le chantier afin de permettre la mise en place de procédures, notamment lorsque :

- il est inévitable de transporter des charges au-dessus des personnes (Art R4323-36),
- la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation (Art R4323-37),
- deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées des installations ou montées sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent (Art R4323-38).

Principaux risques relatifs aux appareils et installations de levage : la mise en œuvre de tous ces appareils et installation génère des risques parmi lesquels peuvent être cités :

- le renversement de la charge,
- la retombée du chargement,
- le basculement de l'appareil,
- les heurts avec la charge, avec appareil, avec les organes mobiles, lors de la chute d'objet,
- les chutes de personnes de hauteur, de plain-pied,
- les risques résultant de la présence d'énergie : électrique, hydraulique, pneumatique,
- l'existence d'un confort insuffisant et de mauvaises conditions de travail.

Rappel : en application de l'article R4323-56 du Code du Travail, pour la conduite des équipements de travail appartenant aux catégories énumérées ci-dessous, les travailleurs doivent être titulaires d'une autorisation de conduite pour :

- grues mobiles,
- grues auxiliaires de chargement de véhicules,
- chariots automoteurs de manutention à conducteur porté,
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes,

L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'entreprise, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants :

- un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail,
- un contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opération pour la conduite en sécurité de l'équipement de travailleur,
- une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

#### Vérification des engins :

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1er, 2 et 3 mars 2004 version consolidée au 5 février 2015, avant leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront être communiqués au Coordonnateur SPS et être disponibles sur le chantier ou sur l'appareil en

question.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation)
- périodiquement vérifiées par un Organisme de contrôle habilité.

Stabilité des supports et solidité :

Les équipements de travail et leurs éléments doivent être installés et pouvoir être utilisés de manière telle que leur stabilité soit assurée (Art. R4323-6). (Étude de sols, vérifications des fondations et du montage de grues à tour par organisme agréé).

Mise à disposition d'engin de levage :

La mise à disposition d'engin de levage sera soumise à l'établissement d'une convention de prêt entre les entreprises. Cette convention devra traiter les points suivants :

- dénomination du conducteur
- habilitation, autorisation de conduite et informations
- chef de manœuvre
- appareils de levage
- élingage
- examen d'adéquation des charges levées
- entretien et contrôle périodique de l'engin
- répartition des frais

Prévention des renversements :

- dispositifs avertissant le conducteur en cas de dépassement de la charge maximale,
- marquage : comme tous les équipements de travail, l'appareil de levage doit être identifié. En outre, l'appareil de levage doit comporter la charge maximale d'utilisation (CMU) indiquée en clair pour les appareils susceptibles de lever une seule charge maximale, sous forme de tableaux et de croquis pour les appareils susceptibles de lever des charges maximales d'utilisation à différentes portées.
- notice d'instruction : en complément des informations prévues pour toutes les machines, la notice doit comprendre des indications relatives aux caractéristiques techniques (tableaux de charges, valeurs des actions sur les appuis et scellements, exigences auxquelles doivent répondre les voies de roulement, définition et moyen d'installation des lestages), au contenu du carnet de suivi de la machine, aux conseils d'utilisation, aux instructions nécessaires pour effectuer l'aptitude à l'emploi lorsque la machine n'est pas montée, dans sa configuration d'utilisation, chez le constructeur).

Circulation autour des engins de levage :

Les zones piétonnes devront être matérialisées et protégées de façon permanente (article R4323-52 du code du travail).

Un périmètre de sécurité délimitant les zones de danger doit englober celles de travail et de préparation. Ce périmètre devra être installé au sol et maintenu en état pendant toute la durée des travaux. Lorsque la présence de travailleurs à pied est néanmoins requise pour la bonne exécution des travaux, des mesures sont prises pour éviter qu'ils ne soient blessés par les équipements de levage de charge (article R4323-52 du code du travail).

## Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le Maître d'Ouvrage donne accès au Coordonnateur SPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le Coordonnateur SPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent.

Le Coordonnateur SPS n'a pas autorité pour arrêter seul le chantier : il adressera cette demande, par mail, au Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du Coordonnateur SPS.

### 2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du Coordonnateur SPS. Le Maître d'Œuvre aménagera le temps nécessaire à l'intervention du Coordonnateur SPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le Maître d'Œuvre signalera au Coordonnateur SPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le Coordonnateur SPS pourra demander au Maître d'Œuvre de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS, le Coordonnateur SPS invitera le Maître d'Ouvrage à se prononcer.

Le Maître d'Ouvrage informera par mail le Coordonnateur SPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le Coordonnateur SPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le Coordonnateur SPS, par mail, aux intervenants concernés, le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage étant systématiquement tenus en copie.

Le registre journal de la Coordonnateur SPS sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables.

Les intervenants transmettront au Coordonnateur SPS tous leurs documents au format PDF.

### 3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le Coordonnateur SPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune et d'intervenir sur le chantier. Le cas échéant le Coordonnateur SPS pourra arrêter les entreprises concernées et les exclure du chantier.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le Coordonnateur SPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le Coordonnateur SPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

L'entreprise titulaire devra transmettre à son ou ses sous-traitants son PPSPS, le Plan Général de Coordination et ses mises à jour.

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au Coordonnateur SPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### 4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

Prestataires de services :

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, monteurs d'échafaudages, sciage et carottage béton, etc.... devront :

- leur transmettre les informations qui les concernent du présent Plan Général de Coordination.
- leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS.
- indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions.
- informer le Coordonnateur SPS du recours à ces prestataires lors de l'inspection commune.
- accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

### 5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

## 6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## 7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au Coordonnateur SPS, au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au Coordonnateur SPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 9. Autres mesures générales

### PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

#### Article L4121-1

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes

#### Article L 4121-2

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° - Éviter les risques ;
- 2° - Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° - Combattre les risques à la source ;
- 4° - Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° - Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° - Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- 7° - Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L1152-1 ;
- 8° - Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° - Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

« Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le Coordonnateur SPS de l'opération désigné par le Maître d'Ouvrage, il constitue une pièce du DCE et s'applique à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CSE, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le Maître d'Ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.